

CPN (Comité Politique National) du NPA (24-25 mars 2012)

Une dépolitisation aggravée, qui ne s'explique pas seulement par la nécessité de contrer la GA

« *Depuis quatre mille ans il tombait dans l'abîme.* » C'est certainement ce que répéterait Victor Hugo au sujet du NPA s'il assistait aux CPN. Pourtant, l'obtention des signatures aurait dû permettre un regain d'espoir et une concentration sur les questions de fond. Comme direction du parti, le CPN aurait dû discuter avant tout des axes de campagne, des interventions de Philippe, de la façon de mettre en avant un programme cohérent partant des revendications et axé sur la nécessité d'en finir avec le capitalisme et ses institutions, donc sur l'objectif de l'expropriation des grands groupes capitalistes et du gouvernement des travailleurs. Car il faut dire la vérité à la classe ouvrière, aux jeunes, aux femmes face aux mesures terribles qui s'annoncent au lendemain des élections, quel que soit le gouvernement. Et c'est aussi la seule façon d'affronter la montée du Front de gauche, de combattre les illusions réformistes et chauvines, de lui disputer l'hégémonie politique parmi celles et ceux qui luttent.

Or la discussion politique a été réduite à trois heures, avec un affrontement stérile entre la majorité P1A/P2 (le centre et la gauche de la direction) et la GA (droite du NPA), l'une appelant à se mobiliser pour la campagne (comme si cela pouvait tenir lieu de ligne), l'autre chantant les louanges du FdG. La résolution politique est en net recul par rapport aux précédentes, qui étaient déjà très insuffisantes et confuses : il n'y a presque rien sur le programme et, pour la première fois depuis la Conférence Nationale de juin, l'objectif du gouvernement des travailleurs n'y figure même pas (rejet massif de notre amendement). Il est vrai que les résolutions politiques précédentes n'ont guère été appliquées dans la campagne, notamment sur cette question centrale, au mépris de la démocratie. Mais cette dépolitisation accrue du CPN est inacceptable et nous regrettons en particulier que la P2 ait renoncé à tout combat de fond, allant jusqu'à retirer ses propres amendements !

Alors que la campagne du Front de gauche connaît une dynamique indéniable, il serait pourtant urgent de corriger le tir de notre campagne : pense-t-on convaincre les travailleurs de voter Poutou en répétant sur toutes les radios et télévisions que nous sommes très contents du score de Mélenchon et que celui-ci « *popularise des solutions qu'on était pratiquement les seuls à défendre* » (réunion publique du jeudi 29 mars à Paris) ? Non, les « solutions » de Mélenchon ne sont pas les nôtres : ce sont les « solutions » de Mitterrand en 1981 et elles ne sont que des promesses fumeuses qui ne pourraient que finir en austérité accrue faute de s'attaquer aux rapports de production capitaliste. Voilà ce que nous devrions expliquer de façon offensive dans les médias, pour convaincre que notre projet politique est le seul capable de sortir de la crise par le haut pour les travailleurs.

Nous espérons au moins une discussion sur le second tour de la présidentielle. Ce CPN était le dernier avant l'élection, c'était une exigence démocratique. D'autant que Philippe comme Olivier ne cessent de dire qu'ils s'agit de battre Sarkozy. Or le CPN a rejeté à une écrasante majorité notre demande que ce soit un point spécifique à l'ordre du jour ! Pourtant, les orientations sont différentes au sein même des tendances : la GA, la majorité de la P1A et une minorité de la P2 sont pour appeler à voter Hollande sans ambiguïtés, alors que la majorité de la P2 et une minorité de la P1A semblent chercher une formulation plus ou moins alambiquée évitant de se prononcer de cette façon. Il était donc crucial de clarifier les enjeux, d'envisager les divers scénarios possibles et de trancher. L'argument de la P2 selon lequel il ne fallait pas polluer la campagne avec la question du second tour ne tient pas : d'une part, les travailleurs nous le demandent et les journalistes interrogent

Philippe, qui répond bel et bien ! D'autre part, le fait de décider maintenant de notre ligne pour le second tour n'impliquait nullement d'en faire un axe de la campagne (nous aurions même pu décider de refuser ouvertement de répondre à cette question avant le premier tour). En fait, la P2 a préféré un consensus avec la P1A : la résolution n'appelle pas clairement à voter pour Hollande, mais répète qu'il faut « chasser Sarkozy sans faire confiance à Hollande » et que « nous sommes résolument aux côtés de ceux qui veulent chasser Sarkozy »... Nous avons pour notre part envoyé un projet de motion contre tout appel à voter Hollande et soumis des amendements en ce sens au projet de résolution (votés par la seule P4).

L'essentiel du CPN a été consacré aux questions du contentieux financier avec la GA, au prix de nombreuses interruptions et d'interminables réunions de tendances. Il était pourtant possible d'en discuter en amont et de réduire le débat à quelques interventions, puisque les positions étaient tranchées, sans chance de se convaincre. C'est ce qu'a montré la décision de la GA de quitter le CPN bien avant sa fin, prouvant sa mauvaise foi alors qu'une vraie solution de compromis lui était proposée. Nous avons évidemment fait bloc avec la majorité contre la GA dont les responsables ont osé crier au scandale suite au recours du référé... alors que c'était la seule solution pour les empêcher de prendre l'argent du NPA au moment même où ils appellent à voter Mélenchon.

Enfin, sur la question d'une conférence nationale début juillet proposée à la fois par la GA et la P1A, nous avons fait bloc avec la P2 pour nous y opposer. En effet, il n'est pas sérieux de prétendre organiser une vraie CN, avec de vrais débats et des textes soumis au vote, en deux semaines après les élections, qui se terminent le 17 juin. Cela ne pourrait donner lieu qu'à des discussions superficielles et avortées, au profit de nouveaux affrontements délétères entre les responsables des tendances. En revanche, il était juste de retenir la proposition de réunir des délégués des comités pour faire le bilan de la campagne à partir des expériences réelles et intégrer les camarades que nous pouvons gagner d'ici là. Nous avons donc soutenu la proposition d'une telle rencontre nationale, suivie d'un CPN qui, comme direction entre deux congrès, est chargé de définir les orientations du parti. Malgré l'apparence, la demande d'une CN n'exprimait nullement une volonté démocratique, mais de purs calculs d'appareil. D'une part, la direction GA a décidé de partir du NPA, tout le monde le sait : elle ne voulait une CN que pour faire entraîner les camarades de sa propre base qui restent fidèles au NPA. D'autre part, la P1A, comme ses responsables l'ont parfois avoué, craint d'être minoritaire face à la P2 après le départ de la GA : elle veut une CN uniquement pour tenter de se reconstituer à la va-vite une base politique, en intégrant les membres de la GA qui décideraient de rester et en espérant être ainsi en meilleure situation pour préparer le congrès. La fureur de la P1A mise en minorité suite au départ de la GA montre combien elle est terrorisée à l'idée de perdre le pouvoir. Quant à l'offensive qu'elle lance dans le parti pour imposer une CN malgré le vote du CPN, elle ne peut que nuire à la nécessaire mobilisation des camarades pour la campagne et en dit long sur sa conception de la démocratie, qui semble s'arrêter au moment exact... où elle est battue dans les votes ! La P1A n'a d'ailleurs aucune leçon à donner : non seulement elle a toujours piétiné les droits de la TC et de la P4, mais, dès le lendemain du CPN, elle a osé violer au CE la résolution qui prévoyait la destitution du trésorier coupable d'avoir tenté de détourner l'argent du NPA au profit de la GA !

Tout cela n'est pas glorieux et exacerbe la crise du parti, mais celle-ci est le résultat inévitable de la confusion généralisée qui a présidé à sa fondation et à la politique menée depuis. Il faut tout faire pour que la campagne soit la moins mauvaise possible en nous appuyant sur ses points forts pour nous adresser résolument à nos milieux. Mais, il faut aussi tirer les leçons de la crise : en ce sens, l'enjeu du congrès de fin d'année ne saurait être que la refondation du NPA sur des bases révolutionnaires.

Ludivine, Ludovic, Marie, élu-e-s P4/Tendance CLAIRE

Proposition pour le second tour de l'élection présidentielle

Si Hollande doit affronter Sarkozy au deuxième tour de l'élection présidentielle, nous proposons que le NPA se positionne de la façon suivante :

Un nombre important de travailleurs, de jeunes, de femmes, souhaite se débarrasser de Sarkozy. C'est pour cela qu'ils mettront un bulletin de vote Hollande dans l'urne, sans nécessairement lui faire confiance. **Il est logique qu'ils veuillent virer Sarkozy, car celui-ci a mené une politique au service de la bourgeoisie pour faire payer la crise aux travailleurs** : soutien aux licenciements, RGPP, contre-réforme des retraites, blocage des salaires dans le public, cadeaux fiscaux aux riches, politique anti-immigrés, interventions impérialistes en Afghanistan, Libye, Côte d'Ivoire, plans de rigueur à répétition pour réduire les déficits, etc.

Mais nous devons expliquer clairement que Hollande ne constitue en aucun cas une alternative à Sarkozy. C'est pourquoi le NPA n'appellera pas à voter pour Hollande au second tour, ni à « battre Sarkozy dans la rue ou dans les urnes ».

Certes, Hollande laisse entendre qu'il mènerait une politique un peu moins réactionnaire, voire un peu progressiste dans quelques domaines, quoique même sur ces questions il se montre toujours particulièrement flou : critères de régularisation un peu plus souples pour les sans-papiers, possibilité d'accorder les mêmes droits à tous les couples, abrogation de la casse de la formation des enseignants, abrogation de la réforme territoriale, etc. Cependant, **il a annoncé sans la moindre ambiguïté qu'il laisserait en place l'essentiel des lois prises par Sarkozy** : réforme des retraites, RGPP, arsenal anti-immigrés, blocage des salaires dans le public, plan de rigueur. Il a affirmé ouvertement qu'il pensait lui aussi nécessaire de ramener le déficit budgétaire à 3% du PIB et que pour cela il mènerait lui aussi une politique de rigueur. L'expérience du Portugal, de l'Espagne et de la Grèce montre que les PS au pouvoir mènent des politiques de rigueur aussi dures ou plus dures que celles de la droite, si les besoins du capital l'exigent. Au Portugal, c'est le PS qui a abaissé les salaires des fonctionnaires, en Espagne, c'est Zapatero qui a envoyé l'armée aux contrôleurs aériens en grève, en Grèce, c'est Papandréou qui pendant deux ans a saigné les travailleurs grecs, pulvérisant leur niveau de vie, pour rembourser la dette et sauver ainsi les banques françaises, allemandes, etc. **Interrogé sur la politique de Papandréou, Hollande a répondu qu'il aurait fait pareil et qu'il aurait même adopté dès le départ un plan d'austérité plus dur, car c'est le gage de la réussite.** Car, comme l'écrit l'économiste de « gauche » Jacques Mistral, « *l'orientation de la politique économique qui va marquer les trois prochaines années est connue : l'heure sera à la rigueur, la vraie, pas les mesurette d'août 2011* » (extrait du livre *Droite contre gauche* du Cercle des économistes). Nous ne pouvons donc pas appeler les travailleurs à voter pour un candidat qui annonce ouvertement qu'il va poursuivre et même redoubler les attaques contre les travailleurs.

Nous devons au contraire aider les travailleurs à déjouer le piège de l'élection présidentielle qui vise à les faire voter, sous prétexte du moindre mal, pour un de leurs ennemis de classe, bref à leur faire approuver dans les urnes les coups qu'ils vont recevoir pour opposer ensuite à leur colère la prétendue légitimité des urnes. Cela suppose de dire clairement qu'un bulletin de vote, quel qu'il soit, n'a jamais stoppé une attaque contre les travailleurs. Ce n'est pas dans les urnes que nous arrêterons l'offensive capitaliste pour faire payer la crise aux travailleurs, c'est par la lutte des classes. C'est pourquoi **nous appelons les travailleurs à se préparer pour les durs combats de classe qui s'annoncent, à prendre leurs affaires en mains, à s'organiser et notamment à rejoindre le NPA.**

Projet de résolution politique CPN 24 et 25 mars 2012

présenté par Antoine, Sandra, Yvan

AVEC DES AMENDEMENTS P4/TENDANCE CLAIRE ***(EN GRAS ITALIQUES)***

Notre parti vient de franchir une étape très importante en obtenant les 500 parrainages et au-delà, 572. Ce succès est le fruit du travail et de la détermination de militantEs venant de toutes les tendances et sensibilités, il est le succès de l'ensemble de notre parti.

Si la question sociale a un temps réussi à s'inviter dans le débat à la faveur des mobilisations notamment contre les fermetures d'usines et les plans de licenciements, la campagne apparaît pour beaucoup étrangère aux préoccupations de la majorité de la population. Celle-ci ne se reconnaît pas dans les échanges et polémiques tant de Sarkozy que de Hollande, dont les discours laissent paraître qu'il y a un accord général sur la gestion de la crise, sur l'objectif de ramener les déficits à 3% du PIB d'ici 5 ans, sur l'austérité.

Ce contexte donne sa pleine légitimité à notre candidat, à notre campagne comme à notre projet. Un des enjeux est de nous permettre de relancer une politique de construction, de surmonter nos divisions internes pour relancer la dynamique du NPA. Sans se cacher les difficultés, l'étape que nous venons de franchir est un encouragement pour que chacunEs et chacun d'entre nous s'emparent du débat afin qu'ensemble nous dépassions les tensions actuelles, pour rassembler notre parti dans le respect des divergences, des droits des minorités, de la démocratie.

La question de la crise globale du capitalisme et des moyens d'en sortir est au cœur de la campagne, nous voulons ensemble y développer nos réponses.

La contre-offensive de la droite

Proposition d'ajout (Antoine) :

Sarkozy fait le choix de ne pas se donner de vernis social dans cette campagne. Lorsqu'il se pose en candidat du peuple, c'est sur le terrain de la défense d'un soi disant intérêt général, celui de la Nation, et pour mieux enfilet les mesures antisociales.

Il tente de concurrencer l'extrême droite sur le terrain raciste et sur la répression avec son lieutenant C. Guéant. Il renforce enfin une posture bonapartiste avec sa proposition de multiplier les référendums. Il s'agit d'utiliser les couches réactionnaires contre les couches militantes et/ou exploitées de la société sous couvert de rendre la parole au peuple.

Pour l'instant, cette posture ne lui réussit pas : comme dans les autres pays européens, le pouvoir est discrédité par sa gestion de la crise. Mais ce projet politique est un nouveau pas vers la droite, un rapprochement avec l'extrême droite sur le plan du contenu, qui laisse ouverte la possibilité d'accords politiques avec le FN.

Ce dernier s'appuie sur la crise économique pour accroître son influence. En donnant une tonalité sociale à son discours, Marine Le Pen tente de s'attaquer à l'influence du mouvement ouvrier. Elle garde cependant son socle idéologique nationaliste, raciste et répressif. ~~Il y a urgence à construire une contre-offensive. Le NPA propose à tous les courants de s'opposer sur le plan militant pour empêcher les diffusions de tracts et les réunions publiques du FN de se tenir.~~

[AMENDEMENT TC 1] : Il y a urgence à combattre la montée du Front national en prenant les choses à la racine, c'est-à-dire en montrant comment il se nourrit de la crise du capitalisme et de la politiques des gouvernements de droite et de gauche contre les travailleurs et notamment contre les immigrés. Il faut montrer que la seule façon de combattre réellement le FN, c'est de rejoindre les rangs des anticapitalistes. Il faut enfin amplifier la défense des étrangers, des femmes et des militants de tout le mouvement ouvrier contre les agressions racistes et fascistes qui ne peuvent malheureusement que se multiplier dans la période proche. Un matériel spécifique (brochure sur le FN, tract, affiche) est imprimé pour servir de support.

Après avoir tenté de reconquérir une fraction de l'électorat du Front national en flattant les préjugés réactionnaires et xénophobes, Sarkozy et la droite instrumentalisent à des fins électorales le drame de la fusillade de Toulouse. Cet acte odieux s'inscrit dans un climat délétère créé par ceux-là même qui aujourd'hui l'utilisent pour imposer leur ordre réactionnaire à la population.

L'acte barbare d'assassiner des enfants sert de prétexte à un déluge raciste et répressif, une propagande sécuritaire. Le plan Vigie-pirate est remis en place à son plus haut niveau, un amalgame réactionnaire est mis en branle une fois de plus pour assimiler immigration, Islam et terrorisme.

La légitime émotion de la population que nous partageons est utilisée pour imposer le cadre de l'union nationale, resserrer les rangs autour du pouvoir au nom de la défense de la République. Marine Le Pen s'est invitée à cette grande union nationale pour mieux continuer de distiller la haine et le poison du racisme. La gauche se prête à cette reprise en main orchestrée par le pouvoir.

La précipitation de Hollande à se rendre à Toulouse, le « salut chaleureux, fraternel aux policiers » de Mélenchon montrent que la gauche institutionnelle participe de cette Union nationale que nous refusons.

Notre solidarité n'est pas nationale, elle va aux victimes de cet acte, à leurs proches comme elle va à toutes les victimes du racisme, à toutes les victimes de l'oppression.

Nous dénonçons cette union nationale qui voudrait faire croire aux exploités et opprimés qu'ils sont solidaires de ceux qui portent la responsabilité de la barbarie qu'engendre leur société, les crimes racistes comme les massacres des Palestiniens, la guerre en Irak, les occupations françaises en Afrique et en Afghanistan.

Cette folie criminelle est engendrée par la crise globale de la société d'exploitation avec son cortège de misère, de pauvreté, de violences, de guerres.

Aujourd'hui, les défenseurs de cet ordre social dépassé utilisent l'émotion suscitée par un acte odieux pour tenter d'étouffer le mécontentement et la colère populaire au nom de l'union nationale sans oublier pour autant un instant leur lutte pour le pouvoir. La minute de silence passée, les cérémonies terminées, le vrai visage de la droite et de l'extrême droite n'en sera qu'encore plus insupportable.

Le mécontentement social cherche les moyens de s'exprimer

Le mécontentement est en effet profond. Il s'exprime dans les luttes contre les licenciements et les suppressions de postes, à Fralib, la Poste (dans le 92, le 72, le 33...), Adecco, Arcelor Mittal, ou encore pour les salaires (Renault, ArcelorMittal...). Aussi parmi la jeunesse, dans les lycées.

Ces mobilisations sont d'autant plus significatives qu'elles interviennent pendant une période électorale en l'absence totale de perspectives d'ensemble et d'initiatives syndicales si ce n'est les traditionnelles mobilisations poussées par la CGT et le SNES en début d'année.

60 000 personnes ont participé à la mobilisation contre le nucléaire dans la vallée du Rhône et plusieurs autres villes, l'occasion de l'anniversaire de la catastrophe de

Fukushima.

Devant les difficultés à s'opposer à l'offensive patronale et gouvernementale, **[AMENDEMENT TC 2]** la majorité **une grande partie** des travailleurs et des classes populaires **n'a aucune confiance dans les principaux candidats et s'apprête à ne pas aller voter, tandis qu'une autre** est dans l'attente d'une issue électorale, espérant que Hollande sera obligé de prendre quelques mesures sociales ou qu'un haut score du Front de gauche l'y forcera.

Pourtant, le PS est très clair. Malgré quelques promesses pour donner des espoirs, la ligne est bien tracée : il intègre la politique nationaliste et axe son discours sur l'austérité budgétaire, refuse même les revendications de ses soutiens habituels, sur l'Education (LRU, postes, réforme des concours...). Il reste dans la continuité de son vote sur la Constitution européenne en validant le Mécanisme européen de stabilité et, comme pour Sarkozy, sa critique de l'Union européenne est plus un positionnement nationaliste pour renégocier avec ses partenaires que la moindre critique sur le fond de la politique menée dans le cadre de l'UE. Sa popularité actuelle est pour l'essentiel portée par le rejet de Sarkozy.

Du côté des Verts, depuis l'accord PS-EELV, Eva Joly est en perte de vitesse, sa spécificité écologiste étant insuffisante pour exister face au PS ou au Front de gauche, et surtout remise en cause par l'accord avec la PS. Un accord qui est cohérent avec les difficultés de mouvement contre le nucléaire d'imposer ce débat face au lobby pro-nucléaire, à un an de Fukushima.

Une dynamique prisonnière des contradictions du Front de gauche

Le Front de gauche est le principal bénéficiaire de cette montée du mécontentement comme de la méfiance à l'égard de Hollande. Il incarne de manière contradictoire une tentative de construire une alternative au PS et des illusions dans le cadre du capitalisme. La volonté de rassembler à la gauche du PS, de construire une dynamique militante et combative est réelle. Mais elle se combine à un poids institutionnel toujours aussi lourd du PCF et du PG, qui n'envisagent pas un instant d'arrêter de cogérer les régions avec le PS, voire de constituer une majorité parlementaire voire gouvernementale avec lui, de participer à une nouvelle union de la gauche ; un nationalisme produit de son insertion dans le système. Ces liens avec le système, révélés aussi par le discours de Mélenchon qui estime que les investisseurs n'ont aucune raison d'avoir peur de son programme, amènent le FdG à cultiver, au-delà du discours radical, une ambiguïté permanente dans le rapport aux institutions. Il refuse de parler d'annulation de la dette, de sortie du nucléaire, d'interdiction des licenciements... **[AMENDEMENT TC 3] La raison en est que le Front de gauche ne combat nullement pour en finir avec le capitalisme et ses institutions, mais prétend relancer le système par des mesures keynésiennes et quelques réformes – qui ne feraient qu'accentuer la crise et entraîner dans un second temps une austérité décuplée (comme ce fut le cas avec Mitterrand en 1981 et le tournant de la rigueur en 1983).**

Notre attitude vis-à-vis de ses militant comme de celles et ceux qui se reconnaissent en lui vise à la fois à œuvrer ensemble à construire les mobilisations mais aussi à mener le débat politique sur les voies et moyens de sortir de la crise, de changer le monde.

Une politique unitaire et indépendante

Le sens de notre campagne est de faire entendre le mécontentement du monde du travail, de la jeunesse, **[AMENDEMENT TC 4] dégager Sarkozy sans faire confiance à Hollande, [PROPOSITION QUE CETTE QUESTION FASSE L'OBJET D'UNE MOTION À PART SANS INTERFÉRER SUR DISCUSSION RÉSO GÉNÉRALE]** ouvrir une perspective hors des alliances parlementaires et gouvernementales, défendre un bouclier social face à la crise, redonner confiance en

combinant démarches unitaires et indépendance politique.

Sur le plan unitaire, les ripostes nécessaires et possibles se situent sur le terrain revendicatif et politique : les licenciements, la TVA antisociale, le Mécanisme européen de stabilité, la dette, la lutte contre le FN. Sans parler des multiples luttes plus sectorielles (logement, Education nationale...).

L'ampleur des attaques met aussi à l'ordre du jour la nécessité de cadres permanents pour construire la riposte à la crise et à l'austérité. Il s'agit de préparer l'après élections. En effet, quels que soient le président et le gouvernement qui sortiront des urnes, les politiques d'austérité vont s'accroître. Les expériences passées montrent que, quel que soit le gouvernement qui arrivera aux commandes, les directions syndicales ne seront pas prêtes à mener d'elles-mêmes la confrontation.

Dès maintenant nous voulons aider à regrouper toutes les forces sociales et politiques qui refusent l'austérité dans des cadres de mobilisations, d'un « front contre l'austérité et la crise », « bloc anticrise », comité de liaison entre organisations ou quelle que soit le nom qu'on lui donne. ***[AMENDEMENT TC 5] Pour nous, ce regroupement des organisations doit permettre la constitution de comités de résistance à l'austérité et de combat contre le prochain gouvernement, comités qui soient ouverts à toutes et tous les travailleurs et servent d'instruments pour l'organisation, la formation et le débat politiques, les mobilisations, la convergence des luttes et des grèves.***

Cette bataille pour l'unité dans les luttes ne s'oppose pas à une nécessaire indépendance politique pour défendre nos propres réponses à la crise mettant au premier plan l'importance de la démocratie directe, du contrôle des travailleurs sur la marche de la société.

Et, au-delà, face à un capitalisme à bout de souffle, nous voulons redonner l'espoir dans une autre société, débarrassé de l'exploitation et des oppressions.

Proposition d'ajout (Antoine) :

Remplacer la phrase en italique par le paragraphe suivant :

Nous mettons en avant des revendications qui s'opposent au capitalisme, c'est-à-dire à l'Etat et à la propriété privée des moyens de production : annulation de la dette, unification et réquisition des banques et des secteurs décisifs de l'économie, notamment l'énergie, retrait des troupes françaises, interdiction des licenciements, partage du temps de travail et échelle mobile des salaires... Ce sont ces mots d'ordre que nous devons réussir à mettre en avant si nous voulons préparer les ruptures à venir à l'échelle européenne. *[AMENDEMENT TC 6] Nous les relient de façon systématique à l'objectif du gouvernement des travailleurs qui constitue notre axe central dans cette campagne, par opposition à la logique institutionnelle et réformiste du Front de Gauche.*****

Et, au-delà, nous devons redonner l'espoir dans une autre société. ~~L'accélération de la crise a, pour l'instant, paradoxalement redonné une légitimité au capitalisme, certains secteurs combattifs considérant qu'il vaut mieux un moindre mal dans le cadre du système qu'une rupture incertaine. Pourtant, pour nous, tout dans la situation politique, montre que le capitalisme est à bout de souffle. Nous devons donc redonner l'espoir dans un autre projet de société, débarrassée de l'exploitation et des oppressions, nous devons mettre en avant l'importance de la démocratie directe, du contrôle des travailleurs sur la marche de la société.~~

Quatre semaines pour se faire entendre, rassembler nos forces et relancer la dynamique du NPA.

En réussissant à être présent dans la campagne présidentielle, nous avons démontré concrètement les ressources de notre parti. C'est un premier pas qui nous permet maintenant de nous tourner vers l'extérieur pour défendre notre projet dans la campagne présidentielle et législative. La principale force de P. Poutou est d'être le mieux à même d'incarner la révolte et l'indépendance vis-à-vis du jeu politicien bourgeois, la rupture avec l'ordre existant.

Nous avons maintenant pleinement les moyens de nous investir dans la campagne pour débattre et associer celles et ceux qui le souhaitent. Nous pouvons multiplier les diffusions de tracts et collages d'affiches, organiser des réunions publiques en particulier près des entreprises, sur les quartiers populaires, dans les universités et les lycées.

Pour les législatives, les discussions suivent leur cours dans le cadre des départements et de la commission paritaire. Le prochain CPN devra trancher la liste des candidats soutenus et financés par le NPA, **[AMENDEMENT TC 7]** ~~que ce soient des candidatures propres ou dans des cadres unitaires,~~ **sur la base de l'orientation majoritaire et en intégrant l'ensemble des sensibilités du parti.**

Tous les camarades qui le souhaitent ont leur place dans cette campagne comme ils l'ont eu dans la bataille pour les parrainages. C'est l'avenir même d'une politique de regroupement des anticapitaliste qui est en jeu. L'issue en dépend de chacune et chacun d'entre nous.

La Gauche anticapitaliste lors de sa réunion nationale a décidé de ne pas donner de consignes de vote pour l'élection présidentielle, tandis que trois membres de sa direction, se situant dans une logique de rupture, ont publié en allant contre les décisions de leur propre courant, une tribune publique appelant à voter Mélenchon.

Nous le regrettons et souhaitons empêcher une telle évolution. Au-delà des intérêts mêmes du NPA, nous pensons que la relance de notre projet commun est indispensable pour faire face aux développements à venir tant sur le plan politique que social.

Il n'y a malheureusement pas d'autre force politique susceptible d'engager la lutte pour regrouper toutes les forces opposées aux politiques d'austérité y compris si c'est un gouvernement de gauche qui les mène. Sans un NPA dynamique, une telle perspective nécessaire à la défense des intérêts des travailleurs et des classes populaires deviendra bien plus difficile.

Nous nous tournons vers l'ensemble des camarades tout en nous adressant particulièrement à celles et ceux qui se retrouvent dans **[AMENDEMENT TC 8]** ~~la~~ **minorité la GA**. Il est de notre commune responsabilité de faire de la campagne qui commence, avec celles et ceux qui souhaitent s'y engager, une réussite tout en garantissant les conditions d'une réelle démocratie, **[AMENDEMENT TC 9]: ~~du droit à l'expérimentation, en particulier dans le cadre des législatives. QUESTION À TRAITER SÉPARÉMENT~~** Cela aussi peu de partis peuvent se vanter d'en être capables, une raison de plus de défendre notre projet commun, de nous donner les moyens de le renforcer. C'est indispensable pour la période qui s'ouvre.